

se rendre au front et risquer leur vie pour le triomphe du droit. Ces jeunes soldats sont aujourd'hui dans le grand au-delà. Leurs ossements reposent dans le sol saturé de sang de la France et ils jouissent du repos éternel, également insensibles aux rayons du soleil ou aux éléments déchainés, sans souci des journées radieuses de l'été et du sifflement des shrapnels durant les nuits d'hiver. Autour de moi je compte vingt-six hommes, ou plus, dont les fils sont, aujourd'hui, sur la ligne du feu ou en route pour s'y rendre. Lorsque je vous dis, M. l'Orateur, que de la ferme, de l'atelier, du bureau et de la chaumière, par tout le Canada, ceux dont nous sommes les mandataires ici ont donné le meilleur de ce qu'ils possédaient pour cette cause sacrée, je n'ai pas besoin de m'excuser auprès de ce libre Parlement de tout ce que je puis dire des droits de ces soldats, des procédés dont on use à leur égard, plus que des mesures législatives prises en ce qui les concerne. Nous sommes ici pour demander que l'intelligence la plus grande, l'attention la plus soutenue, l'intégrité la plus sévère et les aspirations les plus élevées caractérisent l'administration des affaires de ce pays dans ces temps difficiles. S'éloigner de ces données primordiales mérite et de recevoir de notre part et de celle du libre peuple que nous représentons la condamnation la plus sévère. Pour obtenir la victoire finale, la mobilisation de nos ressources en soldats et en approvisionnements, la disparition de l'intermédiaire et du favori de l'administration sont bien le minimum de ce que nous, qui siégeons à la gauche, avons le droit d'exiger du Gouvernement qui a administré les affaires de cette façon marquée au coin des préférences politiques.

Au cours des trente derniers mois les membres du cabinet actuel se sont grandement exposés à la critique. Bien qu'ils aient tout dirigé au point de vue de leur parti, ils semblent envisager le moindre blâme que leur adressent ceux qui sont intéressés dans l'heureuse solution du grand problème de la guerre, comme une sorte de crime dé lèse-majesté. Du moment qu'il risque une idée se rapportant au perfectionnement de cette façon d'administrer, un homme doit, semble-t-il, être arrêté, attaché, mis enfin dans l'impossibilité de nuire. J'appelle l'attention de mon très honorable ami sur une sortie faite contre le gouvernement anglais à ce propos, et qui s'applique tellement à l'attitude du présent Gouvernement qu'elle vaut d'être répétée, en cette Chambre, et je suis certain que les honorables députés reconnaîtront avec moi qu'elle

[M. Macdonald.]

s'applique spécialement à ceux qui occupent, aujourd'hui, les banquettes du Trésor. Un écrivain du "Blackwood's Magazine" s'exprime ainsi :

En vérité, ce n'est pas seulement dans le domaine des affaires étrangères que le ministère actuel manifeste son incapacité. Il ne commet que des bévues. Si cela peut se rattacher à un principe quelconque, c'est bien celui de l'hostilité à la Grande-Bretagne et aux intérêts anglais. Obéissant à une fausse magnanimité, nos ministres sont prêts à abandonner les fruits de la victoire à quiconque présente ses lèvres pour les goûter. Ils affectent une largeur de vues qui tient plutôt de l'indolence que de la philanthropie. Ils semblent vraiment souffrir tous et chacun en particulier d'une atrophie de la volonté, d'une veulerie, résultat, sans doute, de leur formation d'hommes politiques. Il peut arriver que les membres du cabinet, grâce aux opinions contraires qu'ils entretiennent, finissent par créer un équilibre stable dans l'inaction pratique.

Cette veulerie, dont on fait reproche au gouvernement anglais, est très apparente chez nos propres ministres.

Il existe des divergences d'opinions parmi ceux qui occupent les banquettes du Trésor. L'ancien ministre de la Milice et de la Défense (l'hon. sir Sam Hughes) nous a parlé de deux membres du cabinet qui le combattaient continuellement. Le premier ministre a plutôt évité d'entrer en lice serrée avec l'ancien ministre de la Milice; il s'est dérobé du champ clos et il a laissé entendre qu'il n'avait cure de débattre ces questions sérieuses, bien que des accusations de la plus grande gravité touchant à la sécurité de nos soldats, au soin des blessés et à la perte possible pour ce pays de millions et de millions de dollars, eussent été portées par l'ancien ministre de la Milice. L'écrivain du "Blackwood's Magazine" continue ainsi :

C'est l'explication la plus généreuse qui se puisse donner de beaucoup d'actions futiles de leur part. La cause la plus probable de leur insuccès dans l'administration du pays ou dans la poursuite de la guerre, c'est le sentiment de sécurité dont ils se bercent. Qu'importe ce qui peut arriver, il leur semble que leurs fonctions sont en sûreté. Ils estiment qu'ils sont les mieux doués pour conduire la guerre. Pourquoi agir alors et s'inquiéter? A leurs propres yeux, ils sont indispensables et l'on ne peut les remplacer; ils ne doivent en aucune façon être troublés dans la jouissance de ce qu'ils croient être leurs droits divins.

Je ne sais trop s'il n'y a pas présentement dans le cabinet certains ministres qui ne sont pas dans l'état d'esprit décrit par l'écrivain du "Blackwood Magazine", intimement convaincus qu'ils sont de droit divin désignés pour gouverner le pays, et monsieur l'Orateur, c'est parce qu'ils croient cela que nous avons en spectacle l'incapacité qui a caractérisé l'administration de la guerre depuis le commencement. En